

Le directeur général du Centre international de la recherche agricole dans les zones arides

## Comme l'art, la recherche a besoin de reconnaissance

*L'antenne Icarda (Centre de recherches agricole dans les zones arides) — région du Maghreb est dans tous ses états. Et pour cause : elle vient de recevoir la visite du D<sup>r</sup> Adel El Beltejy, directeur général de Icarda dont le siège se trouve à Alep, en Syrie, et qui couvre six représentations régionales dans le monde dont celui d'Afrique du Nord. Au cours de cette visite, D<sup>r</sup> El Beltejy a eu des entrevues avec les ministres de l'Agriculture, de l'Environnement et de la Recherche scientifique, en plus d'une visite qu'il a rendue à l'Institut des régions arides de Medenine. Institut qui vient d'être récompensé par le Président de la République.*  
*Interview.*

**Beaucoup de chercheurs n'hésitent plus à exprimer leur désir de diriger des programmes de recherche autonomes et pas uniquement des programmes commandités par l'Occident. Quel rôle pourrait jouer Icarda à ce niveau?**

L'environnement dans les pays en voie de développement exige que les chercheurs travaillent pour les besoins de leurs pays. Cela veut dire des stratégies et des programmes de recherche tracés par les décideurs des pays concernés et qui, somme toute, apportent des réponses à ces mêmes pays. Cela ne ferme pas pour autant la porte à la recherche autonome.

Ce qui semble urgent par contre et à mon avis, c'est la nécessité d'instaurer des traditions de recherche. Il faudrait qu'il y ait volonté politique dans le soutien à la recherche scientifique.

Malheureusement, cela fait défaut dans la plupart de nos régions, à l'exception toutefois de la Tunisie où les efforts sont réels et continus. L'Institut des régions arides de Medenine en est la parfaite illustration. L'appui financier est certes important, mais la reconnaissance et le respect dus à la recherche le sont encore plus. Comme l'art, la recherche a besoin de reconnaissance. La Tunisie semble à ce titre la mieux indiquée : 1% du PIB pour la recherche,

reconnaissance et respect, création de l'environnement approprié à la recherche.

**Avec ça, la Tunisie ne fait pas encore partie du groupe consultatif dont vous connaissez mieux que personne l'importance. Qu'en pensez-vous?**

Il y a environ 30 ans, seuls les pays riches faisaient partie du groupe. Puis l'Iran a adhéré, suivi par l'Égypte, la Syrie et récemment le Maroc. Aujourd'hui, dans un groupe dont la tâche principale est l'amélioration des conditions de vie dans les zones arides, un peu moins de la moitié des pays du Sud s'y trouvent.

Or, nos régions sont appelées à affronter des conditions extrêmement difficiles : encore plus de sécheresse, encore moins d'eau. Adhérer devient dès lors une obligation. Pour la Tunisie, en tous les cas, il semblerait qu'il y ait volonté d'adhérer, ce qui est tout à fait logique au vu des efforts consentis par le pays à ce niveau. En outre et dans mes entrevues avec les différents ministres rencontrés, j'ai prôné que la cotisation (500.000 dollars/an) reviendra à la Tunisie sous forme de projets. C'est une concession que l'on a pratiqué avec d'autres pays tels que le Maroc. Pourquoi pas la Tunisie alors.

**Entretien conduit par F.B.**